

Édito

UNE REVENDICATION :

200 € D'AUGMENTATION POUR TOUS

La brèche est ouverte. Il faut s'y engouffrer, l'élargir et, pour cela, soyons clairs dans nos revendications. Alors oui, manifestons pour 200 euros d'augmentation pour tous les bas salaires. Cette revendication est centrale, unifiante, symbolique et nécessaire.

Centrale et unifiante car elle touche tous les salariés, du public comme du privé.

Symbolique puisqu'à l'heure où le gouvernement trouve des milliards pour les banques et les plus fortunés, il ne donne que des miettes aux travailleurs, ceux-là même qui produisent les richesses. Et nécessaire au moment où de nombreux Français sont contraints de choisir entre se nourrir, se soigner et se loger.

La brèche est ouverte. Encore une fois, la faille vient des régions les plus pauvres de l'Union Européenne : les départements d'Outre-Mer. Le taux de chômage y varie entre 20 et 24 %, un Antillais sur douze vit avec un RMI et le revenu par habitant représente la moitié de celui des métropolitains. L'histoire se répète. En 1952, des CRS, pour réprimer une grève longue de trois mois, assassinèrent quatre militants. En 1967, 87 grévistes perdent la vie (officiellement 7 !) à la suite d'un fort mouvement dans le bâtiment. Aujourd'hui, on compte déjà un mort dans les Antilles. Que se serait-il passé si cela était arrivé en Métropole ? Je vous laisse imaginer...

La brèche est ouverte. Dans les DOM, le gouvernement a lâché. Rendez-vous compte : un habitant sur six manifeste depuis deux mois ! Cela ferait dix millions de manifestants en Métropole ! Il a lâché sur leurs principales demandes, les salaires. L'accord baptisé « Jacques Bino », en hommage au syndicaliste tué, satisfait la revendication que constituait l'attribution de 200 euros net aux salaires allant jusqu'à 1,4 SMIC. En Martinique, la grève dure depuis un mois et la Réunion commence à se lancer dans la danse.

Au MJS aussi, il faut élargir cette brèche. Plus qu'une nécessité, c'est une évidence. Dans la fédération que j'anime, mes camarades ont voté à l'unanimité le port d'une banderole « 200 € pour tous » pour la manif du 19 mars (cf. photo). Et nous demandons à ce que toutes les fédérations suivent ce mouvement. Le MJS dans son ensemble doit être en mesure de porter cette revendication.

À nous de prendre nos responsabilités. Elles sont énormes, car satisfaire la revendication salariale centrale impose de défaire Sarkozy. L'ami des milliardaires shootés est un obstacle aux 200 euros d'augmentation pour tous ? Son gouvernement annonce qu'il ne faiblira pas face à la montée impétueuse des salariés et de la jeunesse ? Eh bien, il suffit de les chasser ! Et de préparer l'alternative.

Par Johann Césa (42)

SOMMAIRE

Dossier Amérique Latine



CONTINENT REBELLE !..... P. 2

par Julien Guérin

IL Y A 30 ANS...LA RÉVOLUTION SANDINISTE AU NICARAGUA.. P. 3

par Jean-François Claudon

EL NUCLEO ENDOGENO..... P. 4

Carnet de route, Laure Dansart

IL FAUT ÉTUDIER CE QUI SE PASSE AU VENEZUELA !.....P. 5

par Ernest Simon

BOLIVIE..... P. 6

SALVADOR..... P. 6

par Thomas Chavigné

FILM LE CHE..... P. 7

par Julien Guérin

HONTEUX RALLIEMENT.....P. 8

par Laurent Johann

LAISSEZ LA TYRANIE RÉGNER..P. 8

par Marlène Collineau



L'Amérique latine : continent rebelle !

DU Brésil de Lula (malgré les déceptions que sa politique bien modérée a légitimement provoqué) au Venezuela de Chavez en passant par la Bolivie, l'Argentine, l'Uruguay, le Salvador, Cuba ou le Nicaragua des sandinistes, nous souhaitons revenir dans ce numéro sur cette dynamique latino-américaine et sur les ingrédients du succès de la gauche dans ces pays à l'heure où les socialistes français et européens peinent à redessiner une alternative aux politiques libérales.

Dans le contexte d'une crise sans précédent du libéralisme mondialisé et de ses grandes institutions internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale) le sous-continent latino-américain est en effet un pôle d'espoir et de résistance pour tous les militants internationalistes. Pour paraphraser l'écrivain Romain Rolland, qui en 1917, au moment où éclatait la Révolution russe, écrivait « *une lueur d'espoir s'est levée à l'est* », nous pourrions aujourd'hui dire la même chose à propos du continent de Bolivar et Allende.

L'Amérique latine, il faut le rappeler pour comprendre le contexte actuel, fut un laboratoire des politiques libérales du FMI (que certains socialistes prétendent vouloir mettre au service des peuples...) et de l'OMC. Dictatures militaires, dérégulation et ouverture totale des marchés, privatisation des services publics, baisse drastique des budgets sociaux et éducatifs et alignement total sur l'impérialisme nord américain ont marqué les États latino-américains au cours des années 70, 80 et 90. Ces politiques, dont le Chili de Pinochet fut le laboratoire principal, ont aggravé les inégalités sociales et ont même conduit un État comme l'Argentine, longtemps présenté comme l'élève modèle du FMI, à la faillite pure et simple en 2001 !

Ce libéralisme brutal a bien sûr entraîné de vastes mobilisations populaires et sociales et une redéfinition du logiciel de la gauche. Partout la sociale-démocratie traditionnelle avait échoué à relayer politiquement les aspirations à la résistance et à la rupture avec la logique capitaliste... Pire, elle s'y était parfois violemment opposée, allant jusqu'à réprimer dans le sang les manifestations populaires... En 1989, alors que le Mur de Berlin s'appêtait enfin à tomber, le peuple

vénézuélien descendait dans la rue pour dire son refus du libéralisme et de la misère qu'il engendrait. Le gouvernement social-démocrate de l'époque avait réagi en faisant tirer sur les manifestants, causant plus de 3000 morts ! Une partie de la gauche n'avait donc malheureusement pas saisi qu'il était temps de redéfinir un projet de transformation sociale en s'appuyant sur le rejet des politiques libérales qui montait un peu partout. Non, 1989 n'était pas la fin de l'histoire, au contraire un chapitre nouveau s'ouvrait : celui de la reconquête socialiste.

L'aspiration de tout un continent à une alternative sociale, politique et culturelle a donc nécessité l'émergence d'une gauche diverse plongeant ses racines dans les luttes contre les dictatures militaires mais prenant en compte le rejet massif des politiques néolibérales. C'est en s'appuyant sur la force des mouvements sociaux, le besoin de participation populaire et la soif de démocratie que la gauche latino-américaine est parvenue à se renouveler en profondeur et à gagner presque toutes les élections quand, dans le même temps, les socialistes européens les perdaient presque toutes. Le cycle a été ouvert par les victoires de Chavez en 1998 et 2000, s'est poursuivi avec le Brésil et l'Argentine en 2002, l'Uruguay en 2004, la Bolivie en 2005, le Paraguay en 2008 et continue en beauté au Salvador tout récemment. Seuls le Mexique et la Colombie (combien de temps ?) résistent encore à cette magnifique vague de gauche qui emporte tout sur son passage et montre la voie aux progressistes du monde entier !

Dans les débats en cours sur la refondation de la gauche, face aux échecs cuisants de la sociale-démocratie européenne et la faillite du communisme bureaucratique en URSS, le laboratoire sud-américain est à étudier de près pour tous ceux qui n'ont pas renoncé à changer radicalement la société et qui ne se résignent pas au monde tel qu'il est.

Il y a là de belles leçons à méditer pour que le socialisme démocratique redevienne enfin un espoir pour les peuples en Europe et en France, et que le vent de l'Histoire souffle de nouveau à gauche ! ::

Par Julien Guérin (CNA)

Il y a 30 ans... la révolution sandiniste au Nicaragua

À début des années 1970, le Nicaragua est un des pays les plus pauvres du monde. Il est dominé depuis des décennies par une famille de grands propriétaires terriens, les Somoza, soutenus par les États-Unis. Comme dans toute dictature, la violence politique est omniprésente et la Guardia Nacional (GN) fait régner la terreur. Un tremblement de terre extrêmement brutal accable encore davantage le peuple nicaraguayen en 1972, tandis que l'aide internationale est totalement détournée par le pouvoir somoziste corrompu jusqu'à la moelle. La révolte commence à gronder...

C'est face à ce pouvoir soutenu à bout de bras par l'impérialisme que s'est constitué le Frente Sandinista de Liberacion Nacional (FSLN), du nom du général Augusto Sandino qui combattit l'occupation américaine de 1927 à 1933. Il s'agit à l'origine d'un mouvement nationaliste et guérillériste, fondé par Carlos Fonseca et par Tomas Borge en 1961, mais il se structure progressivement dans les villes, auprès des étudiants et dans le monde ouvrier. En 1969, le Frente publie son programme progressiste, caractéristique de ces pays pauvres sous domination néo-coloniale (réforme agraire, égalité statutaire, lutte contre la corruption), mais le mouvement est presque totalement démantelé par la GN en quelques mois. Le FSLN se reconstruit alors patiemment et s'enfouit dans la clandestinité. Il n'en sort partiellement qu'en 1974 pour se lancer dans une stratégie double de guérilla rurale et d'organisation des masses urbaines. Les affrontements s'intensifient de 1974 à 1977. Parallèlement, le débat de tendance s'exacerbe dans le FSLN : aux partisans de la « guerre populaire prolongée » répondent une tendance plus ouvriériste et le courant des frères Ortega, insistant sur l'importance de l'insurrection. Malgré cette division, la répression assure au Front une sympathie de plus en plus forte de la part des travailleurs nicaraguayens.

À partir de fin 1977, c'est le dernier acte. Le courant insurrectionnel du Frente lance son « offensive d'octobre » contre le pouvoir somoziste. En 1978, le sud du pays se soulève contre la dictature. L'État aux abois redouble de violence, mais chaque massacre

de civils engage de nouvelles couches dans la lutte. L'année 1979 est décisive : le FSLN se réunifie sur la ligne de la prise immédiate du pouvoir ; les États d'Amérique centrale soutiennent le mouvement d'émancipation, ce qui isole davantage le régime en place ; la grève générale est lancée dans les villes. Somoza, qui n'a pas hésité à bombarder son propre peuple, est finalement lâché par les États-Unis après l'assassinat en direct à la télé d'un journaliste américain par la Garde Nationale. Il quitte le pays tandis que les sandinistes marchent sur la capitale Managua. Le 19 juillet 1979, la « Junte de reconstruction nationale » prend le pouvoir et proclame ses premières mesures : expropriations des grands propriétaires, réforme agraire, nationalisations des ressources naturelles... La révolution est victorieuse, enfin ! Elle va rapidement se lancer dans les tâches de l'heure : reconstruction matérielle, redistribution, lutte contre l'analphabétisme...

Cette révolution dégénéra rapidement. Mais que ceux qui voient dans toute révolution le prologue à la victoire des forces réactionnaires ne se réjouissent pas trop vite. Certes, les sandinistes ont fait des erreurs en hésitant à avancer hardiment vers la transformation sociale, tout en étant frileux sur les questions démocratiques. Pour autant, c'est bien l'impérialisme qui a intoxiqué de l'extérieur ce grand mouvement d'émancipation nationale et sociale. Le Nicaragua, pillé par les Somoza dans la passé et sortant exsangue de la révolution, a dû subir dès 1979 l'embargo des États-Unis, puis supporter une contre-révolution armée, financée par la CIA. Les « Contras », véritables bandes fascistes, ont saboté l'effort de reconstruction et ont surtout réussi à démoraliser les travailleurs, qui ne voyaient pas leur vie changer tant que cela. En 1990, les sandinistes perdent les élections présidentielles et la droite libérale, soutenue par les Américains, reprend le pouvoir jusqu'en 2006. Il y a deux ans, Daniel Ortega a été réélu, après son 1^{er} succès de 1984. Mais le FSLN a-t-il appris de ses erreurs ? Ne s'est-il pas institutionnalisé au point de ne plus représenter une alternative authentique face à la droite ? Seul l'avenir nous le dira. ::

Par Jean-François Claudon (75)



El nucleo endogeno de Simon Bolivar ou la révolution qui soigne

Septembre 2007. Parmi les nombreuses réalisations impulsées par Hugo Chavez, les « nucleos » sont l'exemple type d'un Venezuela en plein bouleversement. Longtemps, aucune structure n'existait pour venir en aide aux plus démunis. En parallèle de la gratuité des soins, de l'instauration d'aides comme le micro-crédit, de centres de lutte contre l'illettrisme, la pauvreté, des centres d'éducation populaire qui ont vu le jour de manière coordonnée et planifiée par l'État, d'autres structures sont nées d'une nouvelle prise de conscience de la population. Le nucleo endogeno de Simon Bolivar en est l'illustration.

“ Yo me siento muy contento con este proceso revolucionario porque me ha enseñado a vivir mejor ” (« je me sens très content de ce processus révolutionnaire, car il m'a appris à vivre mieux »). Une petite phrase écrite d'une main non assurée qui veut tout dire. Il demande vérification auprès d'une amie du centre pour savoir s'il n'a pas commis d'erreur. En effet, il est en train d'apprendre à écrire, grâce à la mission Robinson, l'une des nombreuses missions créées par le gouvernement Chavez au Venezuela, et ses toutes premières phrases, il tient à me les écrire sur mon cahier. Il s'appelle Lisandro Mogollon, 30 ans et pas une vie facile derrière lui.

Quatorze années passées dans la rue, à voler pour pouvoir acheter sa drogue. Quatorze années de galères auxquelles il a mis fin le jour où il a perdu sa jambe gauche, suite à une fusillade de règlement de compte entre dealers. Ce fut le déclic, et de Maracaibo d'où il est originaire, il partit à Caracas, pour y trouver un centre qui veuille bien l'accueillir. À Caracas, par le bouche à oreille, il entend parler du « Nucleo Endogeno Simon Bolivar ». C'était il y a un an et quatre mois, et il y est toujours. Toujours, jamais comme avant. Jamais il ne remerciera assez Chavez d'avoir promu ce type d'établissement, même si le Nucleo ne fait pas partie des missions à proprement parler. D'une manière un peu

naïve il mêle Simon Bolivar, Chavez, le Che, Fidel, et crie gloire à la révolution.

Naïf mais pas tant que ça. Car il y a quelques années, rien dans sa réhabilitation n'aurait été possible. Avant Chavez, l'époque du capitalisme triomphant, de la médecine privée, aucune association n'existait pour porter secours aux personnes en difficulté, aux miséreux, aux familles, aux drogués, drogués qu'une journaliste très célèbre a qualifiés d' « animaux, qui ne méritent pas d'être vénézuéliens »...

Le Nucleo fait donc partie de ce travail de titan réalisé chaque jour par la population, mais garde sa particularité. Dans ce temple où l'esprit révolutionnaire sert de voie de guérison, mais aussi de philosophie de vie au jour le jour, l'espoir, la volonté, l'entraide sont plus que palpables, ils sont partout, dans les yeux des résidents comme dans chacun de leurs faits et gestes. Il y règne une atmosphère paisible, ce qui n'empêche pas une organisation quasi militaire. Chant révolutionnaire au réveil, cours de théâtre, ateliers d'estime de soi, école pour tout le monde, travaux manuels, réunion, sports, débats... la journée se retrouve bien remplie.

**Des affiches rappellent que
la révolution les aidera à
retrouver la dignité,
l'espoir perdus.**

La règle : aucune drogue, aucun placebo, aucun médicament au sein de l'établissement. Seule la volonté compte, et des affiches, partout, encourageant et rappellent que ces pensionnaires pas comme les autres sont des hommes, qu'ils sont beaux, qu'ils sont ensemble, et que la révolution les aidera à retrouver la dignité, l'espoir, la force qu'ils ont perdus. Cela pourrait sembler un peu candide, mais



comment ne pas comprendre qu'il faut encore se persuader chaque jour que l'on vaut quelque chose quand la société ne nous a rien donné ? Et pourtant, ce n'est pas du lavage de cerveau. Le gens ici rentrent, mais sont libres de partir lorsqu'ils le souhaitent. Ce n'est pas non plus un centre fermé : les familles sont autorisées à y rentrer. Et c'est aussi un centre où chacun est acteur. Ce ne sont pas des malades qu'on y soigne. Chacun s'occupe du bon fonctionnement de la maison, de la cuisine, du nettoyage, de la rénovation des bâtiments, de l'animation des ateliers... « *C'est l'âme que l'on soigne* » rappelle le directeur du centre, ex trafiquant de haute voltige, qui lui aussi a perdu sa jambe suite à un tir. « *On y réapprend à vivre comme des hommes et pas comme des chiens tout simplement* ». « *Ici, c'est avec de l'amour et pas des médicaments que l'on se cure* ». Ils vivent le socialisme chaque jour. Qu'entendent-ils par là ? « *Le partage, l'égalité, l'amour, la foi en l'être humain, le socialisme¹ quoi !* ». La révolution, ils en sont partie intégrante. La révolution n'est plus un vaste mot vide de sens. C'est une lutte, une manière de vivre, que ce Nucleo a si bien traduit. On ne peut en ressortir sans se sentir re-motivé pour se battre. Une expérience qui montre que oui, c'est possible, et ce ne sont pas eux qui vont vous dire le contraire. ::

Carnet de voyage au Venezuela par Laure Dansart

¹ Bien entendu, le mot socialisme a ici une toute autre signification que celle communément admise en France...

Ce témoignage est le fruit d'un séjour de plusieurs mois au Venezuela.

Pour en savoir plus sur les missions :
<http://www.misionesbolivarianas.gob.ve>



Il faut étudier ce qui se passe au Venezuela !

La question vénézuélienne soulève les passions : critiques violentes d'un côté, exemple révolutionnaire pour d'autres.

Le point de vue des principaux médias français est bien souvent consternant : les moralisateurs de tout poil ne se dérangent pas pour ne voir dans Chavez qu'un populiste à la limite de la dictature. Pourtant, en Europe, lorsque le traité constitutionnel passe en force au mépris des votes des peuples qui ont été amenés à se prononcer dessus, cela ne semble gêner personne. Au contraire, Chavez, pour le moment, a toujours respecté le vote populaire.

Il faut certes être prudent : les multiples « interviews » de plusieurs heures de Chavez à la télé ne sont pas un bon signe du débat démocratique. De même, la dernière réforme de la Constitution qui permet à Chavez de se représenter, sans limitation du nombre de mandats, est aussi problématique. « L'homme providentiel », cela finit souvent mal. C'est un enjeu majeur pour la santé du système démocratique de préparer le renouvellement des dirigeants.

Pour autant, à l'heure actuelle, Chavez a toujours été réélu démocratiquement et cela tient aux résultats positifs de sa politique sociale. Ainsi, selon la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), organisme des Nations Unies, la pauvreté est passée de 54 % à 27 % en cinq ans, le chômage a chuté sous la barre des 10 %, et le pouvoir d'achat a considérablement augmenté.

Si l'expérience bolivarienne n'est peut-être pas le modèle, c'est en tout cas un des modèles d'une politique sociale qui vise à transformer le système économique pour mieux répondre aux besoins des citoyens. Il faut donc étudier ce qui se passe au Venezuela ! ::

**Par Marlène Collineau
& Ernest Simon (44)**

En Bolivie, réelle stabilisation ou fausse accalmie avant la tempête ?

LE 25 janvier dernier, le peuple bolivien a ratifié à une forte majorité la nouvelle constitution proposée par le président Evo Moralès. Cette constitution vise à donner une « *place prépondérante aux communautés indigènes, à la justice sociale et au rôle de l'État* ». Le texte reconnaît en effet 36 groupes indigènes différents, leurs langues, leurs cultures, ainsi que leurs propriétés communautaires. En outre, la constitution prend acte de l'appropriation collective des ressources naturelles par la nation bolivienne et institue un « *délit écologique* ». La ratification du texte constitutionnel a également été l'occasion d'interroger le peuple bolivien sur la taille maximale des grandes exploitations agricoles. Les Boliviens ont voté massivement pour la limite la plus basse, à savoir 5000 hectares. Visiblement, tout va bien dans le meilleur des mondes. Les affrontements sociaux de l'automne 2008, qui avaient fait plus de 30 morts dans la région de Pando, semblent loin. La ratification de la constitution signe-t-elle la fin de la révolution bolivienne ? La lutte des classes peut-elle être balayée d'un simple trait de plume ?

En fait, la victoire électorale cache une situation qui reste explosive. Le texte final de

la constitution est le résultat de nombreuses concessions faites à l'opposition de droite qui domine au sénat. Un exemple ? La limitation des latifundia à 5000 hectares maximum n'a aucune valeur rétroactive. Ainsi, seules les grandes propriétés constituées dans le futur seront expropriables. La droite a eu ce qu'elle voulait : l'institutionnalisation du quasi-monopole de l'oligarchie sur les terres agricoles... L'opposition de droite relève la tête, malgré l'échec de sa stratégie de déstabilisation violente du régime, fin 2008. D'ailleurs, alors que Moralès avait annoncé publiquement espérer 70 % de votes positifs, le Oui n'a récolté que 62 % des voix. Pour autant, la bipolarisation socio-spatiale du pays est confirmée par le vote du 25 janvier. Les régions riches de l'Est et du Sud ont nettement rejeté le texte de Moralès (plus de 70 % à Santa-Cruz !), alors que le soutien au président est toujours aussi fort dans les régions andines et populaires de l'Est. L'affrontement social, que la constitution cherche à éviter, paraît inéluctable. Les masses, d'ailleurs, sont toujours mobilisées et prêtes à se dresser à tout mouvement de la réaction. L'équilibre actuel est bien précaire... ::

Et maintenant... le Salvador !

L'arrivée au pouvoir de Mauricio Funes et du FMLN lors de l'élection présidentielle du 15 mars 2009, est une victoire en double teinte. C'est d'abord une grande victoire du camp progressiste et une défaite cinglante de plus pour les tenants de l'ordre néolibéral dans la région. Malgré une « campagne de la peur » menée sans vergogne par la droite, Chavez et Castro étant agités comme des épouvantails, le peuple du Salvador a choisi d'expulser du pouvoir les libéraux et leur politique. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, 20 ans de domination de la droite sur le pays, c'est : 0,3 % de la population concentrant 44 % des richesses et 45 % de la population sous le seuil de pauvreté. De plus, l'économie du pays est complètement dépendante des États-Unis. À tel point que, lors de la dernière campagne présidentielle, Bush avait menacé, en cas de victoire de la gauche, d'empêcher les émigrants résidants aux USA d'envoyer de

l'argent à leurs familles. L'impact de cette sale menace fut d'autant plus fort que cette ressource représente 17 % du PIB.

Dans ces conditions et avec l'arrivée de la crise, il apparaît donc que M. Funes a une responsabilité particulière à ne pas trahir l'espoir de changement de ceux qui l'ont porté au pouvoir. Pourtant, la tâche semble ardue. D'abord parce que le FMLN n'est pas majoritaire à l'assemblée législative et qu'il lui faudra donc passer des alliances pour gouverner. Ensuite, car, si les députés du FMLN sont partisans d'une politique de dépassement du capitalisme comme Chavez ou Castro, Funes penche plutôt pour une « modernisation » du capitalisme en lien avec Lula... mais aussi Washington. Gageons qu'ils sauront prendre les bonnes décisions pour le peuple du Salvador ! Affaire à suivre... ::

Par Thomas Chavigné (31)

Che : rien de nouveau sous le soleil

Au mois de janvier dernier ont été successivement projetés sur les écrans les deux parties du film de Steven Soderbergh, consacrées au Che, devenu une véritable icône dans le monde entier quitte à devenir parfois une simple image commerciale par une de ces ruses dont l'histoire a parfois le secret.

Principal protagoniste de la révolution cubaine dont on fêtait le 50e anniversaire en janvier, Che Guevara a depuis fasciné des générations successives de militants. Dans le film, le révolutionnaire est magistralement incarné par Benicio del Toro dont la performance a d'ailleurs été saluée en mai 2008 par le prix d'interprétation au festival de Cannes.

Soderbergh a choisi de ne pas faire une biographie complète du Che mais de consacrer chacune des deux parties du film sur deux moments clés de sa vie : la lutte dans la Sierra cubaine entre 1956 et 1959 avant la prise du pouvoir à la Havane dans le 1er volet, l'échec final et prévisible de la guérilla en Bolivie en 1966-67 dans le second. On ne sait donc rien du jeune Guevara, étudiant en médecine argentin épris de justice sociale. De même, on ignore tout de l'action gouvernementale du Che comme ministre de l'Industrie cubaine entre 1960 et 1965... C'est une première vraie limite du film.

Deuxième déception : le manque de recul et de contextualisation historique et politique... Le Che est sans cesse présenté comme un Robin des bois des temps modernes sans véritable explication du sens de son engagement. Lors de l'épisode bolivien, on a parfois un peu de mal à suivre les conflits sous-jacents avec les communistes locaux et la longue descente aux enfers des guerilleros ne nous apprend rien de plus que ce que l'on savait déjà.

Cependant, le film possède d'indéniables qualités esthétiques et la scène finale (où le Che détenu est fusillé par des agents de la CIA) est particulièrement réussie dans la mesure où elle évite de sombrer dans le

pathos. L'œuvre de Soderbergh reste donc plutôt intéressante puisqu'elle permet de mieux comprendre les ressorts du triomphe des compagnons de Castro et du Che : la volonté d'en finir avec la domination et le pillage de l'île par les États-Unis, la revendication d'un meilleur partage des richesses et des terres et tout simplement la libération totale de Cuba (qui a formellement accédé à l'indépendance en 1898) sur le plan économique et politique.

Même si nous sommes en profond désaccord avec les méthodes guévaristes, nous nous battons pour les mêmes objectifs. En effet, la lutte armée s'est soldée par de cuisants échecs dans toute l'Amérique latine dans les années 70 et 80. Les révolutions démocratiques à l'œuvre à l'heure actuelle en Bolivie, en Uruguay ou au Venezuela ont fait bien plus pour la cause de la gauche que ces inutiles guérillas où sont morts vainement des milliers de militants. Malgré les entorses démocratiques à Cuba, on ne peut qu'être enthousiasmé par les légitimes aspirations de la révolution de 1959 et par cette belle idée que seul le socialisme libère vraiment les hommes et les peuples de toutes les formes de domination et d'exploitation.

Par Julien Guérin



Comité de rédaction : **Numéro 20 | mars 2009**
 Johann Cesa (42) **courriel :** unite_journal@yahoo.fr
 Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
 Marlène Collineau (44) **Photographies et dessins:**
 Tunjaï Cilgi (64) p. 1 : Manif du 19 mars 2009 à Saint-Étienne (MJS 42)
 Jean-François Claudon (75) p. 3 : Révolution sandisniste, 1979 (droits inconnus)
 Cédric Gouin (03) p. 5 : Blason du Venezuela (domaine public)
 Julien Guérin (43) p. 5 : D'après Hugo Chavez par Agência Brasil (CC-BY BR)
 Yoann Rouvière (43) p. 7 : B. del Toro par www.flickr.com/photos/wvs (CC-BY-NC)
 Ernest Simon (44) p. 1 à 7 : Carte de l'Amérique Latine (domaine public)
 David Torres (32)
Maquette : Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
 Nicolas Nocet (44)
 David Torres (32)

Lisez **Unité,**
 le journal de
 l'**Offensive Socialiste**

et retrouvez les articles de ce
 numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Honteux ralliement

LA décision gaullienne de sortir des structures de commandement de l'OTAN date de mars 1966. Durant 43 ans, la France a bénéficié d'une liberté de ton unique, enviée et mondialement reconnue. Un large consensus au sein de la classe politique sur cette question était né d'ailleurs. La décision d'un Sarko zélé de réincorporer le commandement intégré de l'OTAN met fin à la distance française par rapport aux engagements militaires et stratégiques de l'organisation atlantiste. Cette position originale et précieuse permettait à la France à la fois d'affirmer son indépendance en dénonçant des dérives qu'elle ne cautionnait pas et de participer à des opérations lorsqu'elles paraissaient justes. Le risque évident d'un tel engagement est en effet de devoir assumer des opérations militaires en contradiction avec les valeurs que nous défendons.

Comment justifier ce changement stratégique historique, si ce n'est en évoquant un alignement

aveugle sur la stratégie américaine ? C'est bel et bien le message qui sera retenu par le monde entier. Que la diplomatie américaine sous Obama soit plus « fréquentable » qu'auparavant, c'est un fait. Mais rien ne permet d'assurer la remise en cause d'une position unilatérale et contraire aux principes défendus jusqu'alors par la France. Ce ralliement met également en danger les avancées, aussi timides qu'elles soient, vers une défense européenne. Ce dernier sujet est tellement délicat que l'irresponsabilité de Sarko à ce sujet est inadmissible.

Ce nouvel épisode ne fait que confirmer la dangerosité d'un omni-président qui dénie le parlement et exclut toute discussion à ce sujet. La gauche doit exiger un débat quand la colère gronde jusque dans les rangs umpistes habituellement béni oui-ouistes ! ❖❖

Par Laurent Johanny (43)

« Laissez la tyrannie régner... »

« Laissez la tyrannie régner sur un mètre carré, elle gagnera bientôt la surface de la terre » F. Mitterrand

En période de fortes contestations sociales, le jeu des punitions - sanctions - arrestations - répressions consistant à faire taire toute mobilisation reprend du service. En Loire-Atlantique, le bilan est consternant : menaces, sanctions disciplinaires, dépôts de plaintes, blessés graves, arrestations massives, descentes de flics dans les transports en commun, intimidations, gardes à vue injustifiées, comparutions immédiates, peines disproportionnées... Les victimes de la politique gouvernementale ne sont pas choisies au hasard : jeunes, syndicalistes, têtes connues dans le paysage politique local. Jamais, nous ne nous laisserons intimider par un gouvernement qui ne sait que mépriser la jeunesse, la violence. Sarkozy et sa horde de chiens peuvent nous menacer de mordre, nous continuerons à nous révolter et à nous battre. Au nom du progrès social.

À Nantes, tout le monde connaît Valentin. Sur tous les fronts, de tous les combats, il est une des victimes de la répression sociale. Il est accusé d'avoir « volé du matériel pédagogique » dans son lycée. En réalité, il

n'en est rien. Valentin bloquait son lycée, comme tous les jours de manifestations. Cette matinée, il l'a finie à l'hôpital, la main ouverte, avec, en prime, une plainte contre lui ! À nous toutes et tous de le soutenir en signant la pétition qui demande le retrait de la plainte déposée à son égard.

Témoignage de Valentin L., élève en terminale Bac Pro, président de l'UNL 44 :

« Comme pour toute les journées de blocus, nous sortions des morceaux de carrosserie qui restent dehors au lycée, pour bloquer les entrées de l'établissement. Un professeur s'est interposé pour me retirer un morceau de tôle que j'avais dans les mains. Il a tiré violemment dessus pour l'attraper, ce qui m'a entaillé tout le côté de la main gauche. Le proviseur du lycée a ensuite utilisé cet incident pour porter plainte contre moi pour « vol de matériel pédagogique », mais son but est de faire taire tout mouvement de contestation dans son lycée, et le fait que je sois syndiqué le dérange beaucoup. »

Signez la pétition : <http://tinyurl.com/petition-valentin>

Par Marlène Collineau